

lirai pas au long. Je me contenterai d'en lire des passages qui feront ressortir sa manière d'aborder la question.

Cette méthode d'aborder une question, que l'on me permette de faire ici cette remarque, ressemble ni plus ni moins à la présentation d'un ultimatum à une nation ennemie à la veille d'une guerre. Telle en fut la nature. Le premier ministre aurait dû savoir qu'il était impossible d'accepter cette proposition. Il a dû la présenter avec l'intention de la voir délibérément rejetée. C'est de cette manière que les conflits sont délibérément engendrés entre les nations, de cette manière que les difficultés naissent toujours dans les relations internationales—faire des propositions que l'on sait être en quelque sorte un affront au gouvernement à qui elles s'adressent, propositions destinées à être rejetées et susceptibles d'entraîner des mesures qui seront la conséquence de leur insuccès. Telle fut la méthode d'aborder la question en y ajoutant toutes les formes et les expressions de langage que comporte un ultimatum ainsi présenté. Observez bien : c'est de cette manière que le Canada s'y prend pour obtenir en Grande-Bretagne un marché pour son blé. Ce que je voudrais que les membres de cette Chambre, que ce Parlement, le pays tout entier et les honorables messieurs de la droite qui approuvent cette manière d'agir ne perdent pas de vue, c'est que le premier ministre lui-même a déclaré que son but était d'établir un marché pour la vente du blé canadien. C'est de cette manière qu'il s'en est allé chercher en Grande-Bretagne un marché et une préférence qui seraient refusés aux autres pays. Je vais vous lire ce qu'il a dit. Comme je l'ai déjà laissé entendre, il ne fait allusion à aucun premier ministre actuel autre que lui-même et il se présente en disant pompeusement : "Je suis."

M. GOTT: C'est enfantin.

Le très hon. MACKENZIE KING: Ce n'est pas enfantin. Ce sont les propres paroles du premier ministre. J'ai bien l'intention de les citer dans un moment.

M. HANSON (York-Sunbury): L'honorable député regrettera cela.

Le très hon. MACKENZIE KING: Monsieur l'Orateur, je vous prie de bien remarquer les paroles de mon honorable ami. Il dit que je le regretterai. Il ne fait que s'en tenir à sa ligne de conduite habituelle de faire des menaces à ses adversaires. Tout le monde connaît l'arrogante manière de s'exprimer de mon honorable ami. Il pourra bien me répéter jusqu'au jour du jugement dernier que je le regretterai, mais je n'en continuerai pas moins à rester à mon poste pour dire ici ce qu'à mon sens toute la population du Canada désire entendre dire en ce moment. Prenons les paroles

[Le très hon. Mackenzie King.]

du premier ministre, ses paroles aimables du commencement de son discours. Laissez-moi citer le texte même et s'il m'arrive de faire quelque erreur, j'espère que mon honorable ami voudra bien me reprendre.

Avant de soumettre à cette Conférence le plan qui, une fois mis en train, apportera, à mon sens, une ère de plus grande prospérité à tous les pays de l'Empire, je me propose d'exposer en peu de mots la politique fiscale du gouvernement canadien dont je suis le chef.

Les voici les mots "Je suis." Il parle ensuite, non pas au nom du Canada ou de la population du Canada, ni même au nom du Gouvernement canadien, mais au nom du parti conservateur du Canada :

le parti conservateur...

Ceci se passe en Angleterre, à la conférence.

...du Canada croit, et y conforme ses actes, au principe de protéger celui qui, au pays, produit les denrées agricoles ou les articles manufacturés contre la concurrence dommageable exercée par les rivaux du dehors.

Remarquez bien ces mots :

Cette attitude du parti conservateur s'est exprimée par la devise: "Le Canada d'abord". En abordant les problèmes économiques de notre Empire, je fonde mon attitude sur cette politique.

Quelques MEMBRES: Très bien! très bien!

Le très hon. MACKENZIE KING: La Chambre voudra bien noter les applaudissements de nos amis d'en face quand, un peu plus tard, en guise d'exemple, je prêterai les mêmes paroles au premier ministre de Grande-Bretagne. Je continue de citer:

Le principal souci du Canada à l'heure présente est la mise sur le marché de son blé. Nous croyons pouvoir saisir la clé de ce problème si nous réussissons à nous assurer un marché plus actif en Grande-Bretagne. Ce marché, il nous le faut, et pour l'avoir nous sommes disposés à y mettre le prix en octroyant sur le marché canadien la préférence à l'article britannique...

Je propose donc que nous, de l'Empire britannique, pour notre avantage individuel et commun, reconnaissons le principe d'une préférence impériale et que sans plus de délai nous fassions tout le nécessaire pour l'appliquer.

Notez ces mots: le principe de notre préférence impériale.

Et d'abord il nous faut soit approuver, soit rejeter le principe. Je vous pose la question une fois pour toutes, et c'est une fois pour toutes qu'il convient d'y répondre. Point de chance de compromis et aucune possibilité d'évasion. Le temps est arrivé de parler franc et net, et je parle franc et net quand j'affirme que les temps sont révolus et exigent des peuples de l'Empire qu'ils disent une fois pour toutes si nos destinées reposent dans une union économique plus étroite ou dans un système contraire. Toute temporisation serait pleine d'embûches, et discuter davantage le principe serait sûrement oiseux. Le moment est venu d'agir.